

**Séance ordinaire du  
jeudi 11 juillet 2024**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Ressources humaines et  
dialogue social**

**Présents :**

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Tasme AKBARALY ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

**Absents / Excusés :**

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

**MedVallée - Programme de Recherche et Développement DINAMICS pour le  
dépistage de l'insulinorésistance chez les agents publics - Convention entre  
Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier, Innov Biotech et  
Predia - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Véritable fléau de santé publique, les maladies cardiométaboliques (diabète de type 2, maladies cardiovasculaires, certains cancers, insuffisance rénale chronique, obésité...) sont en augmentation constante ces dernières années. Elles représentent aujourd'hui la deuxième cause de décès en France et la 1<sup>ère</sup> chez les femmes (source : IHU ICAN, 2023). Toutes ces maladies cardiométaboliques ont en commun un facteur de risque : la résistance à l'insuline (RI). Touchant jusqu'à 46% de la population mondiale, elle est induite par la sédentarité, l'obésité, l'alcool, tabac, l'hérédité ou encore l'infection au VIH et ses traitements. La résistance à l'insuline est détectable précocement : de 10 à 15 ans avant l'apparition des maladies cardiométaboliques. La résistance à l'insuline est réversible et l'approche la plus efficace pour induire cette réversion est notamment l'amélioration de l'hygiène de vie.

Dans le cadre du projet d'administration de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole, un des objectifs est de prévenir les risques au travail, la désinsertion professionnelle et de promouvoir la santé au travail. Aussi, ce projet expérimental s'inscrit totalement dans cet objectif et ce dans

une démarche innovante et attractive pour les agents.

Montpellier Méditerranée Métropole déploie la stratégie MedVallée, dont les objectifs sont de fédérer les acteurs des différents écosystèmes de la recherche, de l'enseignement supérieur et des entreprises, afin de créer une dynamique d'innovation fédératrice, pour structurer à Montpellier, un pôle mondial d'excellence en Santé Globale, en croisant les thématiques alimentation, santé, environnement et bien-être. Dans ce contexte, Montpellier Méditerranée Métropole, en tant qu'employeur, entend associer les agents territoriaux à cette dynamique d'innovation et valoriser la démarche de prévention et responsabilité sociétale de la collectivité afin de préserver leur santé cardiométabolique.

Innov Biotech, est une entreprise qui déploie des solutions de biotechnologies innovantes et accessibles au service des populations. Elle apporte le test IDIR® qui permet de dépister précocement, de quantifier et de suivre la résistance à l'insuline (RI). Ce test est une innovation montpelliéraine et une première mondiale, développé par l'équipe de recherche publique/privée Sys2Diag (CNRS/Alcen) à Montpellier dirigée par le Pr Franck MOLINA et validée cliniquement au CHU de Montpellier par l'équipe du Pr RENARD. La Société PREDIA est une entreprise qui développe des programmes de prévention innovants qui mettra en place une sensibilisation des agents concernant les maladies cardiométaboliques. Innov Biotech et la société Prédia participent ainsi à la stratégie Medvallée.

En partenariat avec les sociétés Innov Biotech et PREDIA, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier souhaitent proposer aux 7 000 agents de la Ville et la Métropole, sur la base du volontariat, une campagne innovante pour prévenir les maladies cardiométaboliques et les aider à devenir acteurs de leur santé. Ce projet répond aux objectifs suivants :

- Améliorer la santé des agents en participant à une meilleure santé pour les agents et contribuant à leur épanouissement professionnel et personnel ;
- Mettre concrètement en application les politiques locales en participant aux objectifs du 4<sup>ème</sup> axe du Contrat Local de Santé (promotion de la santé et prévention), et du Plan de Mobilité en promouvant la mobilité douce (marche, vélo) ;
- Bénéficier des innovations initiées par des acteurs de la dynamique Medvallée : Montpellier sera le premier territoire à mettre en œuvre ce programme utilisant plusieurs innovations développées localement. Il sera inspirant pour d'autres publics et d'autres territoires.

Aussi, il est proposé de lancer un projet pilote dénommé DINAMICS qui se déroulera en trois phases :

- Conscientisation de l'ensemble des agents de la Ville et de la Métropole sur les maladies cardiométaboliques, leurs facteurs de risque et comment les prévenir. Cette conscientisation se matérialisera par une campagne de sensibilisation et de communication auprès des agents au moyen de supports multiples (numérique, affichage, réunions d'information...) ;
- Dépistage de la résistance à l'insuline auprès de 2 000 agents volontaires par le test urinaire IDIR®, développé à Montpellier par l'UM Sys2DIAG (CNRS/ALCEN) et validé cliniquement au CHU de Montpellier. Selon les résultats au test IDIR, les agents volontaires dépistés seront orientés vers un médecin pour des analyses complémentaires si nécessaire ;
- Accès à l'application PREDIA proposée à tous les agents volontaires, sans obligation de dépistage, afin de suivre leur santé et d'être accompagnés pour adopter des habitudes de vie favorables à leur santé métabolique, notamment la lutte contre la sédentarité, l'inactivité physique et les habitudes alimentaires délétères pour la santé.

La Métropole apportera un co-financement à hauteur de 39 999 € TTC sur un budget total de 102 799 €, avec une contribution de Innov Biotech à hauteur de 19 600 €, de PREDIA à hauteur de 36 200 € et d'une étude Sciences Humaines et Sociales (SHS) à hauteur de 7 000 €.

Une convention sur un programme de Recherche & Développement entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier, Innov Biotech Holding et Predia SAS, précise les modalités du projet DINAMICS, projet d'une durée de 12 mois.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver le projet pilote DINAMICS ;
- D'approuver les termes de la convention sur un programme de Recherche et Développement entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier, Innov Biotech Holding et Predia SAS ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 19 juillet 2024**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention Dinamics

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20240711-270632-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 19/07/24  
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).



**Convention sur un programme de Recherche & Développement pour le projet pilote DINAMICS : Dépister l'Insulinorésistance chez les Agents de Montpellier Inter-Collectivités pour une meilleure Santé**

**Entre :**

**Montpellier Méditerranée Métropole**, dont le siège social est situé 50 Place Zeus - CS 39556 - 34961 Montpellier Cedex 2, représentée par son **Président, Monsieur Michaël DELAFOSSE**, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes, en vertu de la délibération n° xxx du Conseil de Métropole du xxx,

Ci-après dénommée « 3M »,

La ville de Montpellier

Ci-après dénommées « les collectivités »

**Et :**

**Innov Biotech Holding**, dont le siège social est situé 23 rue Saint Guilhem, 34000 Montpellier, représentée par son Directeur Général Simon Gomis

Ci-après dénommée « Innov Biotech »,

**Et :**

**PREDIA SAS**, dont le siège social est situé, 23 Rue St Guilhem 34070 Montpellier

Ci-après dénommée « Société PREDIA » représentée par Dr Charlotte DÉZÉ en qualité de Directrice Générale Médicale

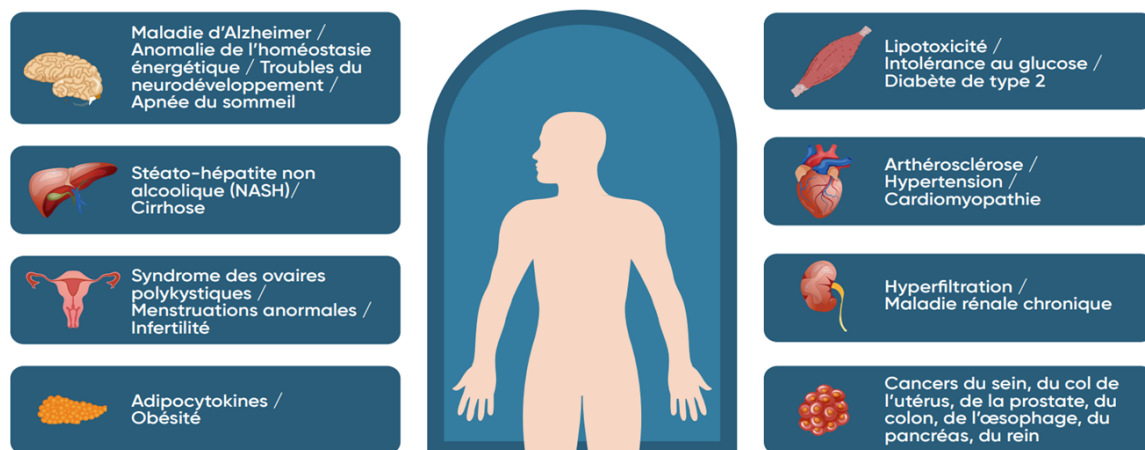
Ensemble dénommés « Les Partenaires »

**Vu la délibération n°XXX du Conseil de Métropole du**  
**Vu la délibération n°YYYY du Conseil Municipal du**

## Contexte

### Les enjeux et objectifs du projet

Véritable fléau de santé publique, les maladies cardiométaboliques (diabète de type 2, maladies cardiovasculaires, certains cancers, insuffisance rénale chronique, obésité...) sont en augmentation constante ces dernières années. Elles représentent aujourd'hui la deuxième cause de décès en France et la 1<sup>ère</sup> chez les femmes (source : IHU ICAN, 2023).



- ❑ 62% des Français n'ont jamais entendu parler des maladies cardiométaboliques (MCM)
- ❑ 40% ne craignent pas d'être atteints d'une MCM alors qu'elles concernent l'ensemble de la population (tout âge et sexe)
- ❑ Plus de 50% n'identifient pas certaines MCM très répandues comme la stéatose métabolique hépatique ou «maladie du foie gras» qui concerne 18% de la population française.
- ❑ 57% pensent que les politiques de prévention publiques actuelles sont inefficaces.

Toutes ces maladies cardiométaboliques ont en commun un facteur de risque : la résistance à l'insuline (RI). Touchant jusqu'à 46% de la population mondiale, elle est induite par la sédentarité, l'obésité, l'alcool, tabac, l'hérédité ou encore l'infection au VIH et ses traitements. La résistance à l'insuline est détectable précocement : de 10 à 15 ans avant l'apparition des maladies cardiométaboliques. La résistance à l'insuline est réversible et l'approche la plus efficace pour induire cette réversion est les thérapies non médicamenteuses (amélioration de l'hygiène de vie), il est aussi possible de recourir à la prise de médicaments ou à la chirurgie bariatrique.

Montpellier Méditerranée Métropole a engagé la stratégie MedVallée, dont les objectifs sont de fédérer les acteurs des différents écosystèmes de la recherche,

de l'enseignement supérieur et des entreprises, afin de créer une dynamique innovante, collective et partagée, de manière à faire de la Métropole de Montpellier, un pôle de classe européenne en matière de santé, d'environnement, d'alimentation et de bien-être.

Dans ce contexte, Montpellier Méditerranée Métropole et la ville de Montpellier entendent associer leurs agents à cette dynamique d'innovation et valoriser la démarche de prévention et responsabilité sociétale de la collectivité. Dès lors, il s'agira de préserver la santé cardiométabolique des agents.

Innov Biotech est une entreprise qui déploie des solutions de biotechnologies innovantes et accessibles au service des populations. Elle apporte le test IDIR® qui permet de dépister précocement, de quantifier et de suivre la résistance à l'insuline (RI). Ce test est une innovation montpelliéraine et une première mondiale, développée par l'équipe de recherche publique/privée Sys2Diag (CNRS/Alcen) à Montpellier dirigée par le Pr Franck Molina, et validée cliniquement au CHU de Montpellier par l'équipe du Pr Renard. Ce test est breveté, marqué CE et enregistré à l'ANSM.

Dans le cadre de cette expérimentation auprès des agents de la Ville et de la Métropole, Innov Biotech met en place une campagne de dépistage permettant le dépistage de la résistance à l'insuline des agents volontaires grâce au test IDIR®. Elle organise la logistique de cette campagne.

La Société PREDIA est une entreprise qui développe des programmes de prévention innovants. Elle apporte le Programme PREDIA auprès des agents volontaires dans cette expérimentation. Dans le cadre de cette expérimentation auprès des agents de la Ville et de la Métropole, la Société PREDIA met en place une sensibilisation des agents concernant les maladies cardiométaboliques, avec la contribution de la direction de la communication interne des deux collectivités. En lien avec la médecine du travail, elle permet un référencement des personnes dépistées insulino-résistantes vers un médecin afin de réaliser des analyses complémentaires. Elle met également à disposition l'application PREDIA, développée en interne, pour accompagner les personnes dans le suivi et l'amélioration de leurs habitudes de vie pour une meilleure santé cardiométabolique.

Dans cette perspective, les Parties se sont rapprochées et ont convenu ce qui suit :

## **Article 1<sup>er</sup> - Définitions**

Au sens du présent contrat, les expressions ci-dessous auront la définition suivante :

Innovation :

Au sens de la présente convention « l'innovation » est entendue selon la définition que précise la directive du Parlement européen et du Conseil sur « la passation des marchés publics et abrogeant la directive 2004/18/CE » du 30 janvier 2014 comme « la mise en œuvre d'un produit, d'un service ou d'un procédé nouveau ou sensiblement amélioré, y compris mais pas exclusivement des procédés de production ou de construction, d'une nouvelle méthode de commercialisation ou d'une nouvelle méthode organisationnelle dans les pratiques, l'organisation du lieu de travail ou les relations extérieures de l'entreprise, notamment dans le but d'aider à relever des défis sociétaux ou à soutenir la stratégie Europe 2020 pour une croissance intelligente, durable et inclusive; »

## Recherche et développement :

Au sens de la présente convention, le terme « recherche et développement » est entendu suivant la définition du Manuel de Frascati (OCDE, 1993, page 29) comme des « travaux de création entrepris de façon systématique en vue d'accroître la somme des connaissances, y compris la connaissance de l'homme, de la culture et de la société, ainsi que l'utilisation de cette somme de connaissances pour de nouvelles applications. »

- « Accord » ou « Contrat » signifie le présent accord de consortium et l'ensemble de ses annexes.
- « Comité de pilotage » signifie le comité composé d'un membre représentant chacune des Parties, constitué pour suivre et gérer le Projet, dont les attributs sont précisés à l'article 3.3.
- « Consortium » : collaboration organisée tel que décrit dans le présent Accord, de tous les Partenaires participant au Projet ;
- « Conventions financières » est défini dans l'annexe financière ;
- « Contribution » : apport, de quelle que nature que ce soit, réalisé par chaque Partenaire dans le Projet ;
- « Evolution » : tout Savoir-faire résultant de toute modification et/ou amélioration apportée par un ou plusieurs Partenaires aux Connaissances antérieures ou nouvelles ;
- « Informations confidentielles » : informations, documents et données de toute nature, notamment technique, opérationnelle, scientifique, économique, de santé, personnelle, financière, commerciale, comptable, tout plan, étude, prototype, matériel, audit, données expérimentales et de tests, dessins, représentations graphiques, spécifications, savoir-faire, expérience, logiciels et programmes, quels qu'en soient la forme, le support ou le moyen, incluant, sans limitation, les communications orales, écrites ou fixées sur un support quelconque, échangées entre les Partenaires c'est-à-dire communiquées directement ou indirectement par l'une des Parties (ci-après « Partie émettrice ») à l'une quelconque des autres Parties (ci-après « Partie réceptrice ») et se rapportant directement ou indirectement au Projet à l'exception de celles expressément mentionnées comme non confidentielles par la Partie émettrice des Informations. ; et toute information que l'une des Parties pourrait recevoir ou découvrir à l'occasion de sa ou de ses visite(s) dans les bureaux, installations et/ou laboratoires d'une des autres Parties ou à l'occasion de ses discussions avec l'une des autres Parties. Les Informations confidentielles peuvent appartenir à la Partie émettrice, mais également à toute société ou entité du Groupe de sociétés auquel elle appartient et être transmises soit par la Partie émettrice, soit par l'une des sociétés de son Groupe.
- « Partenaires » : ensemble des participants au Consortium, signataires du Contrat ; le Partenaire est un acteur qui engage des apports et/ou travaux de quelle que nature que ce soit, des actifs tangibles pour les expérimentations. A défaut il sera fournisseur d'un des partenaires du projet via un accord commercial, et pas signataire de la présente convention.
- « Programme PREDIA » : désigne l'innovation développée par la Société PREDIA
- « Projet » : désigne le déploiement expérimental du projet DINAMICS auprès des agents de la ville et de la métropole de Montpellier

- « Propriété intellectuelle » : tous droits d'auteur, droits voisins et droits dérivés, droits de propriété industrielle, brevet, marque, certificat d'utilité, dessin ou modèle, secrets de fabrication, droits sur les logiciels, puces et semi-conducteurs, droits des producteurs de bases de données, et tous autres droits de propriété intellectuelle,
- « Savoir-faire » : informations et données de toute nature, notamment technique, scientifique, économique, financière, commerciale, comptable, tout plan, étude, invention, connaissance, expérience, prototype, matériel, audit, données expérimentales et de tests, essais, pratiques, analyses, échantillons, dessins, représentations graphiques, spécifications, logiciels et programmes, protégeable ou non par la propriété intellectuelle, y compris la Propriété intellectuelle elle-même ;
- « Membre(s) » signifie individuellement chacun des membres du Comité de pilotage, et collectivement l'ensemble de ses membres, dont les attributs sont précisés à l'Article 3.2.
- « Partie(s) » signifie individuellement chacune des entités signataires de l'Accord, et collectivement l'ensemble desdites entités.
- « Partie(s) Industrielle(s) » désigne les entreprises composant le consortium,
- « Résultats » signifie les Résultats Communs et les Résultats Propres.
- « Résultats Communs » signifie tous résultats et informations, brevetables ou non, issus des travaux de recherche conjoints d'au moins deux (2) des Parties dans le cadre du Projet.
- « Résultats Propres » signifie tous résultats et informations, brevetables ou non, issus des travaux de recherche d'une seule Partie dans le cadre du Projet, sans la contribution d'aucune autre Partie.
- « Société Affiliée » désigne toute société qui à la date de prise d'effet de l'Accord ou ultérieurement, (i) contrôle directement ou indirectement une Partie, (ii) est contrôlée directement ou indirectement par une Partie, ou (iii) est contrôlée directement ou indirectement par toute société visée au (i). « Contrôler » signifiant ici posséder, directement ou indirectement, plus de cinquante pour cent (50 %) des actions ou des parts composant le capital social de ladite société ou la majorité des droits de vote dans les assemblées générales de cette société, conformément aux Articles L.233-1 et suivants du Code du commerce.
- « Sous-Traitant(s) » désigne les sous-traitants respectifs de chacune des Parties
- « Tiers » signifie toute société ou entité autre que les Parties et les Sociétés Affiliées.
- Les Annexes du présent Accord font partie intégrante dudit Accord. En cas de contradiction ou différence entre les dispositions du présent Accord et des Annexes, les dispositions du présent Accord prévaudront.

## **Article 2 - Objet de la convention**

La présente convention porte sur le développement d'un programme de recherche et développement d'une expérimentation auprès des agents de la ville et de la métropole de Montpellier qui s'inscrit dans la stratégie MedVallée eu égard son caractère innovant et sociétal.

L'innovation sera contenue dans le développement expérimental fondé sur des connaissances obtenues par la recherche ou l'expérience pratique. Le projet est



effectué en vue de lancer de nouveaux produits, d'établir de nouveaux procédés ou d'améliorer substantiellement ceux qui existent déjà.

Conformément aux dispositions de l'article R.2122-10 du code de la commande publique, la présente convention correspond à des services portant sur des projets de recherche et développement.

En partenariat avec la société Innov Biotech qui produit et distribue le test IDIR® et avec la Société PREDIA qui développe le programme PREDIA, les collectivités souhaitent proposer à leurs 7000 agents, sur la base du volontariat, une campagne innovante pour prévenir les maladies cardiométaboliques (MCM) et les aider à devenir acteurs de leur santé.

Les collectivités entendent mettre en œuvre ce projet pilote qui s'appuie sur une expérimentation en cohérence avec les priorités du territoire :

- Améliorer la santé des agents : Ce projet participe à une meilleure santé pour les agents et contribue à leur épanouissement professionnel et personnel.

Mettre concrètement en application les politiques locales : Ce projet participe aux objectifs du 4<sup>ème</sup> axe du Contrat Local de Santé (promotion de la santé et prévention), et du Plan de Mobilité en promouvant la mobilité douce (marche, vélo).

- Faire bénéficier des innovations MedVallée aux agents : Montpellier sera le premier territoire à mettre en œuvre ce programme utilisant plusieurs innovations développées localement. Il pourrait ensuite être étendu à tous les usagers et inspirer d'autres territoires.

La méthodologie d'expérimentation constitue le projet pilote selon le phasage suivant :

#### Étape 1 : Sensibilisation aux maladies cardiométaboliques

Une campagne de sensibilisation est déployée auprès de l'ensemble des agents de la Ville et de la Métropole aux risques des maladies cardiométaboliques, en les encourageant à prendre en main leur santé cardiométabolique. Afin de se donner toutes les chances de conscientiser un maximum d'agents sur les maladies cardiométaboliques, une communication forte sera mise en œuvre mobilisant différents supports : contenu sur l'Intranet, affichage sur tous les lieux de travail des agents, organisation de réunions d'information et tout autre outil pertinent mobilisable par les parties du projet. La conscientisation portera plus précisément sur les maladies cardiométaboliques, leurs facteurs de risques, et comment les éviter. Elle promouvra un dépistage précoce des facteurs de risques médicaux de ces maladies et incitera les agents à prendre en main leur santé par des actions facilement intégrables dans leur quotidien pour lutter contre la sédentarité, l'inactivité physique ou encore les habitudes alimentaires à risque.

#### Étape 2 : Première phase de dépistage avec IDIR®

Sur la base du volontariat, il est proposé aux agents de dépister leur résistance à l'insuline grâce au test innovant IDIR®. Le test IDIR® s'opère sur simple prélèvement urinaire, analysé dans des laboratoires partenaires, dont le Laboratoire de Biochimie du CHU de Montpellier. Selon les résultats au test IDIR®,

les agents volontaires dépistés sont référencés vers un médecin pour des analyses complémentaires si nécessaire.

### Étape 3 : Accès à l'application PREDIA

Les agents impliqués dans ce parcours expérimental auront accès à l'application PREDIA afin de suivre leur santé et d'être accompagné pour adopter des habitudes de vie favorables à leur santé cardiométabolique.

Cette méthodologie déployée dans le cadre de l'expérimentation pourra faire l'objet d'une étude en Sciences Humaines et Sociales (SHS) avec en particulier une évaluation de l'adhésion des agents à la démarche globale, de l'appropriation des outils proposés, du bénéfice ressenti ou perçu par les agents.

## **Article 3 - Gouvernance**

La gouvernance du Consortium est organisée autour d'un Comité de pilotage

Le Comité de pilotage prend toutes décisions nécessaires au bon déroulement du Projet, et assure une communication régulière et transparente de toutes informations concernant le Projet.

Composition du Comité de pilotage

Le Comité de pilotage est composé d'un représentant de chaque Partenaire. Les représentants des Partenaires doivent avoir le pouvoir d'engager leur structure dans le cadre du Projet.

Si nécessaire, et sur demande écrite, le Comité de pilotage pourra, d'un commun accord, inviter à l'une de ses réunions :

- (i) tous spécialistes jugés pertinents au regard du Projet, y compris notamment des spécialistes en propriété industrielle, qu'il soit membre du personnel des Parties ou un intervenant extérieur, et/ou,
- (ii) tous représentants ou interlocuteurs scientifiques de l'un (ou des) Sous-Traitant(s).

Les personnes non-membres du Comité de pilotage citées aux (i) et (ii) ci-dessus n'auront en aucun cas le droit de prendre part au vote des décisions du Comité de pilotage et seront tenues de respecter la confidentialité des informations échangées lors des réunions du Comité de pilotage et devront signer un accord de confidentialité préalablement à toute réunion : ils seront tenus d'obligations de confidentialité au moins aussi strictes que celles résultant du présent Accord.

Réunions du Comité de pilotage

- Le Comité de pilotage se réunit au moins une fois par mois.
- Des réunions extraordinaires du Comité de pilotage peuvent être organisées en cas d'urgence notamment, sur demande écrite et motivée d'un ou plusieurs Partenaires.

Règles de décision au sein du Comité de pilotage

- Le Comité de pilotage est valablement réuni quand l'ensemble de ses membres sont présents ou représentés. Si lors d'une réunion le quorum n'est pas atteint, le Comité de pilotage est convoqué une seconde fois, dans un délai qui ne peut excéder 3 semaines à compter de la date de la réunion initiale. A la suite de cette seconde convocation, le Comité de pilotage est valablement réuni, même si le quorum n'est pas atteint.

- Chaque membre du Comité de pilotage peut recevoir, pour une réunion donnée, un mandat de représentation d'un autre membre, dans la limite d'un mandat par réunion.

- Chaque membre du Comité de pilotage a une voix.

- A l'exception des cas expressément prévus au Contrat où les décisions doivent être prises à l'unanimité, le Comité de pilotage prend ses décisions à la majorité simple des votes des membres présents ou représentés.

### Rôle du Comité de pilotage

Le Comité de pilotage prend les décisions relatives à la direction globale du Projet, et notamment :

- statue sur l'orientation stratégique et scientifique du Projet ;

- statue sur les éventuelles modifications à apporter aux Contributions, voire sur l'abandon de tout ou partie de certaines Contributions, si celles-ci n'apportent pas les avantages techniques et/ou économiques escomptés, tels que définis à l'annexe « Description du Projet ». Toute modification, et notamment l'augmentation de la Contribution d'un des Partenaires, ne peut se faire qu'avec l'accord écrit préalable et exprès du (des) Partenaire(s) concerné(s);

- statue sur l'avancement de la réalisation des Contributions ;

- valide les livrables et les jalons ;

- contrôle le respect des règles de confidentialité telles que définies aux articles « Confidentialité »

- statue sur le principe et le contenu des publications et communications relatives au Projet dans son ensemble dans les conditions de l'article « Publications et communications » ;

- autorise à l'unanimité les sous-traitants proposés par les Partenaires pour la réalisation de tout ou partie de certaines Contributions. Un Partenaire ne pourra s'opposer à autoriser un sous-traitant que s'il fait valoir un intérêt légitime justifiant son opposition. Chaque Partenaire sera pleinement responsable de la réalisation des Contributions qu'il sous-traitera à un tiers.

- fait des propositions et arbitre sur la Propriété intellectuelle conjointe à un ou plusieurs Partenaires, notamment sur la protection adéquate, les dépôts éventuels (brevet, enveloppe Soleau, APP, etc.), le territoire géographique de protection des droits et les budgets corrélatifs ;

- arbitre en cas de manquement de l'un des Partenaires à ses obligations contractuelles, et statue notamment sur les conséquences de ce manquement : envoi au Partenaire défaillant d'une mise en demeure par LRAR d'avoir à exécuter

ses obligations. Faute pour le Partenaire défaillant de remédier à la défaillance ou de justifier d'un événement constitutif de force majeure dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception de la mise en demeure le Comité de pilotage pourra décider d'exclure le Partenaire défaillant, le Partenaire défaillant ne prenant pas part au vote ;

- statue sur l'entrée d'un nouveau Partenaire dans le Consortium, dans les conditions de l'article « Entrée d'un nouveau Partenaire » : L'entrée d'un nouveau partenaire dans le Consortium est subordonnée à un accord unanime des membres du Comité de pilotage. Elle deviendra effective le jour de la signature par le nouveau partenaire d'un avenant à l'Accord ratifiant celui-ci. Cet avenant sera annexé à l'Accord. À compter de cette date, le nouveau Partenaire sera tenu par les obligations fixées notamment dans l'avenant à l'Accord qu'il aura signé pour entrer dans le Consortium, déterminées notamment en fonction du niveau d'avancement du Projet à la date d'entrée du nouveau Partenaire.

#### **Article 4 - Engagement des partenaires**

##### Engagements techniques

Chaque Partenaire s'engage à nommer en interne un interlocuteur principal, chargé de rendre compte de la réalisation des Contributions auprès du Coordinateur, et notamment de l'informer de toutes Connaissances nouvelles issues de ces Contributions, au fur et à mesure de leur réalisation.

De manière générale, les Partenaires s'engagent à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de leurs Contributions dans les délais impartis.

##### Engagements légaux

Dans la réalisation de ses Contributions, chaque Partenaire s'engage à respecter les droits des tiers, notamment les droits de propriété intellectuelle.

##### Engagements financiers

Chaque Partenaire doit supporter ses propres coûts relatifs au Projet.

##### Communication sur le projet

La stratégie de communication (objectifs et argumentaire, supports, cibles) fait partie intégrante du projet. Elle est élaborée en commun et validée à l'unanimité par le Comité de pilotage qui en suit également l'exécution. Les membres du comité de pilotage s'assurent de l'accord des directions compétentes de l'organisation qu'il représente.

#### **Article 5 - Propriété intellectuelle**

Les Parties conservent la propriété intellectuelle des outils utilisés lors du programme de recherche et développement et des connaissances antérieures. La présente convention définit les connaissances antérieures au sens de l'article 35.3 du CCAG-TIC comme « tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui ne résultent pas de l'exécution des prestations objet du marché, tels que notamment les œuvres, les logiciels, leurs mises à jour ou leurs nouvelles versions, les bases de données, les signes distinctifs, les noms de domaine, les informations, les sites internet, les rapports, les études, les marques, les dessins

et modèles, les inventions brevetables ou non au sens du code de la propriété intellectuelle, et plus généralement tous les éléments protégés ou non par des droits de propriété intellectuelle ou par tout autre mode de protection tels que le savoir-faire, le secret des affaires, le droit à l'image des biens ou des personnes et qui appartiennent, au jour de la notification du marché, au titulaire du marché ou à des tiers, ou qui leurs sont concédés en licence. »

Montpellier Méditerranée Métropole reste propriétaire de ses contenus et des données qu'elle fournira (pour ceux qui ne relèvent pas des licences ouvertes).

#### Savoir-faire / brevet / dessins et modèles :

Il est expressément convenu que chaque Partenaire reste propriétaire exclusif de ses droits de propriété intellectuelle, à savoir, savoir-faire/brevets/dessins et modèles notamment acquis antérieurement à la date de signature de l'accord de consortium.

Pour les besoins du projet, ces droits préexistants peuvent être concédés aux partenaires sous réserve de l'accord exprès et écrit préalable du Partenaire, ou le groupe auquel appartient le Partenaire le cas échéant, propriétaire du droit concerné.

Il est également expressément convenu entre les Partenaires que l'autorisation précitée, si elle est accordée, d'utilisation des droits de propriété intellectuelle appartenant à l'un des Partenaires ne peut en aucun cas être interprétée comme conférant de manière expresse ou implicite aux Partenaires un droit quelconque, soit de propriété intellectuelle, soit d'usage à titre général, sur la marque et/ou le logo et tout autre droit de propriété intellectuelle appartenant à la Partie ou au groupe auquel appartient le Partenaire ayant consenti une autorisation.

Pour les éléments nouvellement créés pour les besoins du consortium, les Parties devront se réunir afin d'envisager la protection de ces créations et la répartition des droits sur de nouvelles créations devra être discutée par les Parties.

Il est également convenu qu'aucun Partenaire ne pourra concéder de quelque manière que ce soit un quelconque droit à un tiers sur l'utilisation des éléments nouvellement créés, sauf autorisation préalable et expresse de l'ensemble des autres Partenaires.

Il est expressément convenu que chaque Partenaire ou le groupe auquel appartient le Partenaire le cas échéant reste propriétaire exclusive de ses droits de propriété intellectuelle, à savoir savoir-faire/brevets/dessins et modèles notamment acquis antérieurement à la date de signature de l'accord de consortium. Les connaissances antérieures de chaque partenaire sont définies en annexe.

## **Article 6 : Protection des résultats et des données**

### **6.1 Obligations de Confidentialité et d'Usage Restreint**

Les Résultats sont tous des Informations Confidentielles assujetties aux obligations de confidentialité et d'usage restreint de l'Article 13 de l'Accord. Les Parties ne pourront (sauf par rapport à leurs Résultats Propres respectifs) les divulguer à des

Tiers ou les utiliser qu'avec l'accord écrit des autres Parties ou dans le strict respect des autres cas envisagés aux Articles de l'Accord.

6.2 Les Résultats comportant des données personnelles -au sens donné par la CNIL- font l'objet d'une attention particulière au regard du nouveau règlement européen mis en place en mai 2018 (RGPD). Les Parties s'engagent à ce que tous Résultats (communs ou propres) soient obtenus en accord avec ce règlement. Les données personnelles collectées sont ici considérées comme des Résultats. Chaque partenaire devra respecter et appliquer la loi (Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016) aux étapes de collecte, stockage, destruction, usages -non transfert hors Union Européenne- notamment lors d'enquête publique participative, coconception des solutions et services, consultation et évaluation de services).

La mise à disposition des données (comme Résultats communs) ne sera réalisée que sur des données anonymes ou codifiées. Aucune donnée identifiante ne sera transmise ou mise à disposition dans le Projet.

### 6.3 - PROTECTION ET TRAITEMENT DES DONNEES PERSONNELLES :

Les Parties s'engagent également à se conformer à l'ensemble des dispositions légales et réglementaires en matière de protection des données personnelles.

Elles s'engagent ainsi à mettre en place l'ensemble des procédures et actions requises pour traiter et conserver les données personnelles qu'il peut avoir à collecter dans le cadre de l'exécution du Contrat, en tant que responsable de traitement ou sous-traitant au sens du règlement, dans le strict de respect dispositions du RGPD.

Ce projet garantit la participation volontaire et non contrainte des agents. La confidentialité des données est assurée par la certification HDS et la conformité aux normes RGPD. L'utilisation de Pro Santé Connect et MSSAnté assurent l'authentification sécurisée des professionnels et l'échange fiable de données de santé

6.4. Propriété des Données : L'ensemble des Données du Projet est la propriété collective des différents partenaires du Projet. Cf. article 13 Confidentialité Tout usage est soumis à l'approbation unanime des partenaires en réunion plénière.

Mise à disposition des Données : Lors d'une éventuelle mise à disposition de Données recueillies lors du Projet, notamment si ces Données doivent être rendues publiques, celle-ci ne sera réalisée que sur des données anonymes ou codifiées. Aucune donnée identifiante ne sera transmise ou mise à disposition dans le Projet. Sur certains documents, notamment sur les accords de participation, la durée de stockage des Données est explicitement indiquée au moment de la collecte. D'un document à l'autre, cette durée peut varier. En l'absence de notification explicite et pour l'ensemble des Données reliées à ce Projet (Données brutes et Données traitées, sauf livrables du Projet tels que les rapports, communication et Résultats), une durée de stockage de 10 ans s'applique. Cette durée implique une mise à disposition limitée ie une durée de mise à disposition qui ne peut dépasser la durée de stockage des Données initiales. Cette durée de stockage maximale implique

que les partenaires s'engagent à détruire toute copie des Données du Projet à cette échéance.

Extension des responsabilités sur les Données : Si d'éventuels prestataires devaient participer au Projet, la directive européenne précitée s'appliquerait également à eux sur tous les points mentionnés dans ce chapitre. Si d'éventuels étudiants devaient participer au traitement des Données du Projet dans le cadre du Projet, la responsabilité du suivi des règles mentionnées dans ce chapitre incombe à la Partie concernée. En cas de doute raisonné, le coordinateur pourrait librement saisir la CNIL pour vérification.

## ARTICLE 7. EXPLOITATION DES RESULTATS

### 7.1 Utilisation des Résultats pour mener le Projet

Chaque Partie bénéficie pour la durée du Projet, d'une licence gratuite, non-exclusive et non-transférable, à l'exception d'un transfert au profit d'une Société Affiliée, d'utilisation de l'ensemble des Résultats uniquement pour les besoins des travaux mis à leur charge dans le cadre du Projet, à l'exclusion de toute autre utilisation.

### 7.2 Utilisation des Résultats par les Parties pour mener leurs Recherches Internes

Chaque Partie disposera d'un droit non-exclusif, non-transférable, à l'exception d'un transfert au profit d'une Société Affiliée, et gratuit d'utilisation pour ses besoins de recherche interne (ci-après « Recherche Interne »), de tous Résultats (brevetés ou non).

### 7.3 Exploitation des Résultats - Options de Licence Exclusive

#### 7.3.1 Exploitation des Résultats dans le Domaine

Chaque Partie bénéficiera d'une licence exclusive et mondiale d'exploitation, sans droit de sous-licence, sauf au profit d'une Société Affiliée, des Résultats Propres des autres Parties et de la quote-part des autres Parties dans les Résultats Communs, pour l'exploitation dans le Domaine.

## ARTICLE 8 - PUBLICATIONS ET COMMUNICATIONS

Les Partenaires conviennent que toute publication ou communication relative au Projet, incluant la (les) marque(s) et/ou logo(s) d'un ou plusieurs Partenaires ou du projet en lui-même doit intervenir dans le respect des obligations de confidentialité et des droits de propriété intellectuelle des Partenaires, et notamment conformément à l'article 8 du présent Accord.

Il est convenu que le Comité de Pilotage se réunira en début de projet pour élaborer un document de cadrage de communication permettant de définir le plan, le périmètre et le contenu global de communication interne et externe au projet.

## **Article 9 - Financement du programme de recherche et développement**

### **Article 9.1- Montant**

#### **□ Investissements humains :**

##### **Contribution de 3M**

- Contribuer aux travaux de recherche et développement dans le cadre du projet, notamment par l'apport de données ainsi que de l'expertise de ses agents ;
- Assurer l'interface avec les entités (entreprises, organismes, associations) et les agents concernés par les services prototypes testés,
- Mettre à disposition les données utiles et toutes autres données nécessaires lorsque possible dans le respect des dispositions réglementaires en vigueur,
- Organiser et animer les réunions nécessaires au bon déroulement du projet,
- Apporter son expertise métier.
- Assurer la coordination de la communication auprès des agents durant l'expérimentation

##### **Contribution Innov Biotech**

- Fournir le test IDIR® et assurer la logistique de la campagne de dépistage
- Coordonner les travaux de recherche et développement dans le cadre du projet, notamment par l'apport de données ainsi que de l'expertise de ses membres ;
- Mettre à disposition les données utiles et toutes autres données nécessaires lorsque possible dans le respect des dispositions réglementaires en vigueur,
- Organiser et animer les réunions nécessaires au bon déroulement du projet,

##### **Contribution Société PREDIA :**

- Apporter le Programme PREDIA et l'adapte au projet
- Apporter le nom DINAMICS
- Coordonner les actions de sensibilisation
- Assurer la transmission des résultats de dépistage via l'Application PREDIA
- Coordonner l'orientation des individus après dépistage

#### **□ Moyens financiers**

Le montant des crédits affectés par Montpellier Méditerranée Métropole à ce programme s'élève à 39 999 € TTC sur un montant total du projet de 102 799 € TTC.



Budget prévisionnel du projet			
Partie	Financement	Coûts fixes	Coûts variables
3M	39 999 €	30 000	8, 92€ par test et prise en charge par Innov Biotech au-delà d'un total de 39 999€
Innov Biotech	19 600 €		
PREDIA	36 200 €		
Étude SHS*	7 000 €		
TOTAL	102 799 €		

\* *Financement en cours d'obtention.*

En cas de modification du taux de la TVA au cours de la période d'exécution de la présente convention, le nouveau taux sera appliqué sur le montant HT exprimé ci-dessus, dès l'échéance de facturation suivant l'entrée en vigueur du nouveau taux.

## Article 9.2 - Répartition

Le montant du Programme visé à l'article 4.1 de la présente convention fait l'objet d'un financement prévisionnel qui suit :

Organismes	Montant	Part
3M	39 999€HT (€ TTC)	39 %
Innov Biotech	19 600 € HT ( € TTC)	19%
Innov PREDIA	36 200 € HT ( € TTC)	35 %
Étude SHS*	7 000 € HT (€ TTC)	7 %
TOTAL	102 799 €	100 %

\* *Financement en cours d'obtention*

## Article 9.3 - Facturation

Mettre procédure CHORUS

## Article 9.4 - Paiement

L'ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement est :

XXXX

Les paiements afférents à la présente convention sont effectués conformément aux règles de la comptabilité publique, par virement administratif.

La remise des factures sera faite à l'adresse suivante :

[Montpellier Méditerranée Métropole

[Adresse]

Modalités de versement de Montpellier Méditerranée Métropole :

la subvention d'investissement d'un montant de 39 999 euros TTC sera versée à la signature de la convention de la manière suivante : k Euros TTC versés à Société PREDIA et k Euros TTC versés à Innov Biotech .

La Métropole se réserve le droit de demander toute autre pièce justificative.

### Article 10 - Résultats attendus - livrables

Les résultats attendus de la présente convention entre les parties sont l'expérimentation d'une solution ayant pour objectif :

\* la conscientisation de l'ensemble des agents de la Ville et de la Métropole sur les maladies cardiométaboliques, leurs facteurs de risque et comment les prévenir. Cette conscientisation se matérialisera par une forte communication auprès des agents par des supports multiples (numérique, affichage, réunions d'information...)

\* le dépistage de la résistance à l'insuline auprès de 2 000 agents volontaires par le test urinaire IDIR®, développé à Montpellier par l'UMR Sys2DIAG (CNRS/ALCEN) et validé cliniquement au CHU de Montpellier. Selon les résultats au test IDIR®, les agents volontaires dépistés sont orientés vers un médecin pour des analyses complémentaires si nécessaire.

\* l'accès à l'application PREDIA proposé à tous les agents volontaires, sans obligation de dépistage, afin de suivre leur santé et d'être accompagné pour adopter des habitudes de vie favorables à leur santé cardiométabolique, notamment la lutte contre la sédentarité, l'inactivité physique et les habitudes alimentaires délétères pour la santé.

Un rapport final sera élaboré en présentant des éléments-clés de données factuelles recueillies dans l'application PREDIA, transmises de manière anonymisée et agrégée.

	Phase de mise en œuvre du projet																								
	S1	S2	S3	S4	S5	S6	S7	S8	S9	S10	S11	S12	S13	S14	S15	S16	S17	S18	S19	S20	S21	S22	S23	S24	S25
<b>INFORMATION</b>																									
Affichage + intranet																									
Réunions																									
Fiches de paie																									
<b>DEPISTAGE</b>																									
Intégration ds dépistage																									
Réalisation dépistage (volontaires)																									
Technicité prélèvements																									
Rendu résultat dépistage																									
<b>ACCOMPAGNEMENT</b>																									
Accompagnement numérique (conseils, cartographie simple acteurs, suivi des données)																									
Accompagnement médical présentiel (si nécessaire)																									
Echange avec PREDIA expert (si demandé, payant)																									
<b>ANALYSE DU PROJET PILOTE</b>																									

### Article 11 - Calendrier de réalisation

La réalisation de ce projet pilote est prévue en 2024 sur une période de 6 (six) mois dont l'initiation sera dépendante des passages aux réunions des instances décisionnelles. Elle se réalisera selon le chronogramme global suivant :

Ce calendrier reste une estimation prévisionnelle et peut faire l'objet de modifications nécessaires à la bonne réalisation du projet.

### Article 12 - Suivi du programme

Pour Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier, Olivier Jocteur Monrozier (PRH) Hélène Roussel (Mission MedVallée)

Pour Innov Biotech, Simon GOMIS

Pour Société PREDIA : Dr Charlotte DEZE

### **Article 13 - Confidentialité**

Les informations visuelles ou orales et documents de quelque nature que ce soit relatifs à la structure, l'organisation, les affaires, les politiques internes diverses, les fournisseurs ou les clients, les projets et le personnel de chacune des parties, dont l'un des contractants aurait eu connaissance à l'occasion de l'exécution de la présente convention, ont un caractère confidentiel, voire secret.

Sauf si les informations sont diffusées publiquement par leur propriétaire, dans la mesure où l'administration n'aura pas admis de dérogation d'une manière expresse, chacune des parties s'engage à respecter et à faire respecter par ses employés et préposés le secret le plus absolu sur ces éléments pendant toute la durée de la présente convention et pendant deux (2) ans après son échéance.

Les personnes qui participeront à l'exécution de la présente convention seront tenues au secret professionnel pour tout ce qui a trait aux renseignements et documents qu'ils pourraient recueillir au cours de leurs travaux à l'égard de toutes les personnes étrangères au service de l'État.

### **Article 14 - Durée de la convention**

La présente convention est établie pour une durée de 12 mois **maximum** à compter de la signature.

### **Article 15 - Conditions de résiliation**

La présente convention peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties au moyen d'une lettre recommandée avec accusé de réception. Cette dénonciation prendra effet un mois après réception de cette lettre.

### **Article 16 - Loi applicable - Juridiction**

La présente convention est soumise en toutes ses dispositions au droit français. Les Partenaires déclarent leur intention de rechercher en priorité une solution amiable à toute difficulté qui pourrait surgir à propos de la convention. Toute contestation portant sur l'interprétation et/ou l'exécution de la présente convention est soumise à la compétence exclusive du.

La présente convention est soumise aux lois et règlements français.

Les litiges éventuels qui n'auront pu recevoir de solutions amiables seront déférés au Tribunal Administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier, en quatre exemplaires originaux, le ...

Signatures :

Le Président de Montpellier Méditerranée Métropole Maire de la Ville de Montpellier	Pour Innov Biotech : Simon GOMIS	Pour Société PREDIA : Dr Charlotte DEZE
Michael DELAFOSSE		